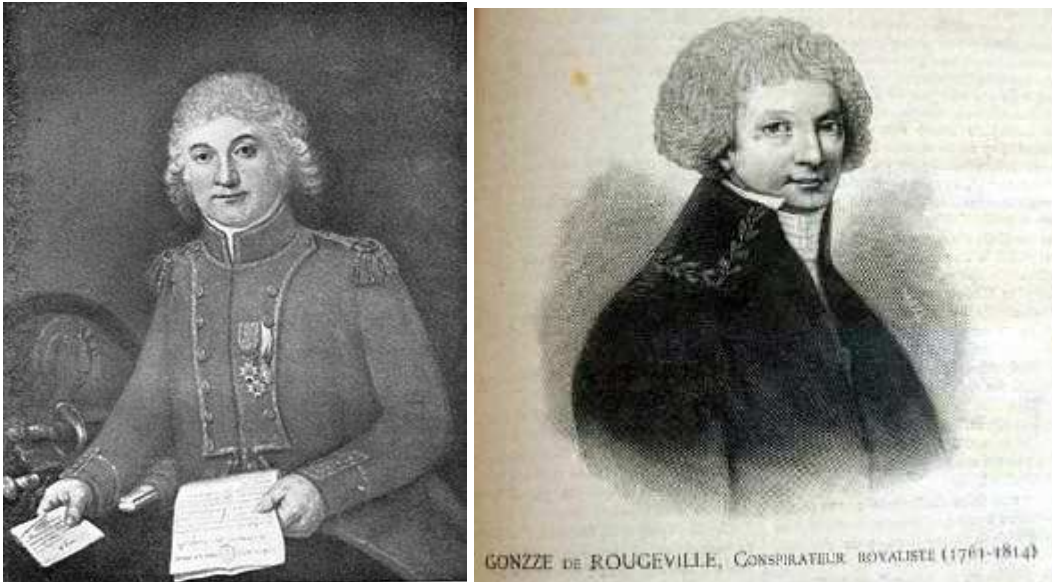


Le vrai Chevalier de la Maison Rouge



Alexandre Gonsse de Rougeville (1761-1814)

Présumé inhumé par sa soeur dans l'église de Marles
dans le caveau de la famille Rougeville

Fils de

François Joseph GONSSE DE ROUGEVILLE et Jeanne Louise Sophie HURET
Seigneur d'Hastries et Saint-Laurent
Co-seigneur de Marles en Artois, propriétaires des
Seigneuries de Wetz à Marles et Rougeville à Marles.

Référence historique: Archives Départementales du Pas de Calais.
["La rocambolesque fuite d'un aventurier"](#)

Les origines des Rougeville

Alexandre Gonsse de Rougeville est issu d'une famille de « bourgeois d'Arras ». Son père a cumulé pouvoir et fortune (exploitations agricoles, brasseries, seigneuries d'Immercourt et de Rougeville) à force de travail et de bonne gestion, ayant pour avocat Robespierre et son collègue Guffroy qui affichent en 1788 leur penchant révolutionnaire...

Alexandre, second de la famille, marquis de Rougeville, naît à Arras en septembre 1761. Rêvant de noblesse et de chevalerie, il entre dans la compagnie des Gendarmes du Roi en septembre 1775, puis licencié, part en Amérique. Maintes fois blessé, aide de camp des généraux Washington et Lee en 1776, major de l'armée américaine, propriétaire d'une maison près de

New-York valant 40 000 livres, chevalier de l'ordre des Cincinnatus avec une pension annuelle et perpétuelle de 3 000 livres, il revient en France en septembre 1783 après le traité de Versailles.

Rougeville ne chôme pas : capitaine de la Garde avec Lauzun, chevalier de l'ordre royal militaire de Saint Philippe et plus tard de Saint Louis, écuyer et fourrier des logis du comte de Provence, fourrier de la maison et de corps, logé au château et en mai 1789, à l'ouverture des Etats Généraux, il est aux premières loges.

Rougeville au service du Roi

Conscient d'un renversement proche, il rejoint ses fidèles amis défenseurs de la famille royale et sera présent à chaque évènement dès le retour du roi à Paris. Logé au Palais du Luxembourg, arrêté par les gardes du Palais Royal, il participe en février 1791 à la « journée des poignards » ou « la journée des claques » où un grand nombre de nobles et d'aristocrates envahissent les Tuileries, alors que La Fayette est à Vincennes pour neutraliser les sans-culottes qui envahissent le donjon.

Omniprésent et proche du roi, Rougeville devient capitaine des gardes de la Maison du roi en février 1792, entre dans le bataillon des « filles Saint-Thomas » de la Garde Nationale, seul bataillon avec celui des « Petits Pères » fidèles au roi surtout le 20 juin 1792, puis « secrétaire du roi » assurant sa protection en juillet 1792 lors de la fête de la Fédération ; sur tous les fronts, espionnant chez les Jacobins, étant de toutes les tentatives d'évasion, il n'est pas présent dans la nuit du 9 au 10 août 1792, découvrant le lendemain les gardes et les fidèles massacrés, leurs têtes portées sur des piques.

Malheureusement pour lui, son amie la veuve Lacouture le dénonce auprès du « généralissime des Sans culottes » : tous ses biens (chevaux, équipages, bijoux, papiers) sont pris ; arrêté et emprisonné dix jours, puis relâché, il évite d'être égorgé les 1 et 2 septembre-1792.

Il se terre, tout en ralliant les partisans et en envoyant en janvier 1793 à tous les journaux de France, son manuscrit « Réflexions morales et politiques sur le procès de Louis XVI » pour supplier les Français de demander l'exil du roi et non sa mort. A l'annonce de la condamnation du roi, il prépare un ultime plan d'évasion, donnant rendez-vous à 500 partisans dans la nuit du 20 au 21 janvier 1793... ils ne seront que trois à venir qui resteront sur le passage du convoi du roi !

Après avoir rencontré une jolie américaine la Dutilleul chez laquelle il s'installe, la veuve Lacouture le dénonce comme « criminel contre la Révolution et chevalier du poignard ». Emprisonné deux fois, il produit des certificats de résidence (carte de sûreté, certificat le déclarant « excellent patriote ») et réussit à soudoyer la police qui le laisse sortir de prison en juin.

Rougeville veut sauver la Reine

Libre, il écrit justement « la mort du roi m'accabla extrêmement, mais ne m'abattit point puisqu'il me restait l'espoir de sauver la reine et ses augustes rejetons ».

Rassemblant des fidèles, il s'intéresse à Michonis, révolutionnaire, commissaire s'occupant du transfert de la reine à la Conciergerie début août et découvre avec joie que cet homme est « porté de cœur pour la reine ». Grâce à la Dutilleul, il approche des républicains, mais surtout réussit à

se faire inviter à visiter la reine dans son cachot ! Pour remercier la Dutilleul, il lui offre un bouquet d'œillet ; elle détache une fleur, la remet à un officier qui roule un papier et l'enfonce dans le calice : Rougeville peut communiquer avec la reine !

Le 28 août 1793, Rougeville qui a 32 ans, sans situation mais avec 4 000 livres de rente de son père, aidé par Michonis, entre dans la chambre de la reine, gardée par deux gendarmes. Tenant deux œillets, il les laisse tomber à ses pieds ; malgré le visage ami, elle est tétanisée, elle « tressaille, extrêmement saisie jusqu'au point de s'en trouver mal et tombe dans son fauteuil ». Avec un instant de lucidité, elle demande à Rougeville de s'occuper de ses enfants et comprend enfin qu'elle doit ramasser les fleurs. Elle peut y lire « je vous suis resté fidèle ; je viens de rassembler les derniers débris de ma fortune, le reste de ma maison...mais aidez-moi », Rougeville voulant l'accord de la reine pour une nouvelle évasion. La reine « mis le mot en 1000 morceaux et l'avalala promptement ». Elle répond « de ne pas venir, de ne rien tenter, vous hâteriez ma perte. Travaillez plutôt à ce que je sois réclamée du dehors » mais le billet est transmis au concierge à la solde de Fouquier-Tinville...

Rougeville tente une seconde évasion dans la nuit du 2 au 3 septembre 1793 ; bien que grassement payés, un garde dénonce le complot en haut lieu : la cellule est investie le lendemain par les forces de l'ordre ; après interrogatoires, Rougeville est reconnu comme étant le chevalier de Saint Louis ; son signalement est envoyé dans toute la France ; un policier jacobin, chasseur d'homme est lancé à sa poursuite ; un comparse est conduit à la prison de la Force ; la tête de Michonis est réclamée puis il sera exécuté en juin 1794 ; mise à « l'ordinaire » pour le quotidien, la reine subit « l'extraordinaire » pour la surveillance avec un nouveau valet de chambre « à la figure effroyable, exécutant à la conciergerie les travaux les plus dégoûtants ; les ordres sont cent fois plus sévères et plus terribles que par le passé ; les visites d'inspection ont lieu à toutes heures jour et nuit » ; la reine passe du statut de prisonnière à celui d'inculpée à partir du 22 septembre et son procès s'ouvre le 15 octobre ; pendant ce temps, deux complots sont déjoués, l'Affaire des perruquiers et l'Affaire Maingot qui auraient été menées par Rougeville, pour l'évasion de la reine ; les principaux meneurs sont condamnés à mort.

Se terrant dans les carrières de Montmartre, à 22 mètres sous terre, il rédige « les Crimes des parisiens envers la Reine, par l'auteur des œillets présentés à la reine dans sa prison » qu'il va déposer sur le bureau de la Convention et du Tribunal Révolutionnaire : sa tête est mise à prix ! Puis il essaye de corrompre les jurés pour qu'ils soient absents au procès. Enfin, il file à bride abattue vers l'Autriche qui refuse d'aider Marie-Antoinette ; à Bruxelles, Mercy-Argenteau est absent ; personne ne bouge à l'annonce de la mort de la reine : Rougeville est offusqué jusqu'à dire « préférer les révolutionnaires fidèles à leur idée ». Il fait un remue-ménage chez le comte de Provence puis chez Artois, accuse les émigrés de laxisme et est arrêté pour dettes contractées en France ! Relâché, on lui propose le poste de lieutenant-colonel dans l'armée autrichienne qu'il refuse car « ma place est en France, je cours me dévouer à la cause royale et chercher à sauver le jeune roi Louis XVII ».

A son retour en France après mai 1794, il a plus de 20 mandats d'arrêt à son encontre ; Guffroy au Comité de Sureté générale, l'arrête pour « émigration et présentation d'un œillet à la femme Capet ». Incarcéré en août 1795 à la prison des Orties, il est transféré à la Conciergerie en septembre où il rencontre le comte d'Antraigues (exécuté en novembre) chef d'un réseau contre-révolutionnaire. En décembre, après la sortie de prison de la fille de Louis XVI, Rougeville malade « sa santé est délabrée, à la veille de perdre entièrement la vue » doit s'occuper du futur Louis XVII.

Rougeville exilé mais toujours en action

En mai 1797 lorsque les royalistes sont majoritaires au Conseil des Cinq Cent, il leur envoie une supplique « Mémoire imprimé par le citoyen Rougeville, détenu près de 24 mois sur la simple dénonciation de l'ex-conventionnel Guffroy » où il écrit « que l'on m'ouvre la tombe de celui qui m'a donné le jour, je préfère descendre que de vivre parmi des hommes injustes, iniques et barbares ». Après plusieurs plaidoyers, Rougeville est libéré, se rend dans le Pas de Calais, se soigne et son tempérament de feu reprend le dessus.

Il lance un appel aux concitoyens leur demandant de voter pour les idées monarchistes, s'inscrit sur les registres de la Garde Nationale locale, continue d'écrire de petits ouvrages, mais toujours surveillé, il reste tranquille dans sa vie de gentleman-farmer, car à Paris, après le coup d'Etat du 3 septembre 1797, les chefs des royalistes sont déportés à Cayenne. Après l'échec de la conspiration des poignards et l'attentat de la rue Saint Nicaise, Rougeville s'inquiète pour son avenir et jure dans son testament daté de 1798 que si le ciel l'absout, il se consacrera à la pénitence et à l'édification publique. Il tente d'entrer dans la société secrète ultra royaliste « les Chevaliers de la Foi », tout en protégeant les paysans et les faibles aux alentours. En vendant une partie de ses propriétés, il déménage vers Paris et doit produire quantités de certificats pour se déplacer officiellement, mais fait régulièrement des allers-retours vers le Nord.

C'est la période du complot royaliste de Cadoudal ; Pichegru et Moreau sont arrêtés ; le commissaire du Pas de Calais accuse Rougeville de conspiration. Le 15 mars 1804, vers minuit, son château est attaqué et pillé ; Rougeville s'échappe par les souterrains, les gendarmes ne trouvent rien de compromettant, seules des libelles l'accusant d'être contre-révolutionnaire ; toutes les polices de Douai et Arras sont à sa recherche.

Il se présente aux autorités de Paris six semaines après sa fuite et doit rester à leur disposition dans une commune à au moins 30 lieues de Paris ou d'Arras et des ports et frontières : Reims sera son exil pendant 10 ans jusqu'à sa mort, mais il réussira à « filer à l'anglaise » de temps en temps ! Installé dans sa ferme entourée d'un large canal, au milieu des marécages, et malgré les rapports de police élogieux « conduite irréprochable, connu pour être un homme de mœurs et de probité, n'a pas le moindre sujet de se faire observer », il est sans cesse contrôlé. Autorisé une fois à se rendre à Arras, il disparaît le 21 janvier 1806 (jour anniversaire de la mort du roi).

Rougeville fonde une famille

Amoureux d'une femme de marquis, une petite Alexandrine naît mais meurt rapidement ; Rougeville est atteint d'un immense chagrin. Pour se marier, il lui faut trouver une « femme honnête, de mérite, ennemie du divorce, vraie ménagère, scrupuleuse dans tous ses devoirs ». Il s'invente un autoportrait des plus aimables, se monte une généalogie fantasque « issu d'une grande famille d'Espagne depuis 1418, avec un ministre gouverneur du roi d'Espagne, réfugié dans les Flandres à la suite d'une disgrâce », et dont son père aurait trouvé des titres, des noms, des bijoux et de l'argent en démolissant la maison de son aïeul. Il se crée des armoiries « pour mon Dieu, pour moi, ma patrie et mon Roi ». Il trouve enfin la perle rare : Caroline Angélique Bocquet de Liancourt, petite fille du célèbre peintre de l'opéra vers 1750, inspecteur des Menus Plaisirs. Rougeville connaît bien ce grand père, ils habitaient dans la même maison dans les années 1793-1794. La bénédiction nuptiale a lieu à Soissons en octobre 1806 qui sera leur nouvelle résidence sous surveillance à partir de juillet 1807 ; pendant ce temps, la veuve

Lacouture qui a complètement perdu la raison, le cherche toujours et va même demander audience à Joséphine de Beauharnais.

Rougeville se tient tranquille et produit des certificats assurant « de sa bonne conduite publique et privée et de sa moralité », mais toutes ses demandes de liberté, de déplacement ou toutes ses propositions de service sont refusées (sortie pour le baptême de son premier fils Louis Alexandre en mai 1808 à Paris ; de même pour la naissance de son second fils Charles François en janvier 1809 ; proposition de création d'une nouvelle école militaire) : les « bonnes âmes » de Fouché préviennent « il s'est assez bien conduit à Soissons, mais si la liberté indéfinie lui était rendue, il serait à craindre qu'il retournât bientôt à ses habitudes tracassières et à ses intrigues » : Rougeville est donc considéré comme homme dangereux pour Napoléon et son gouvernement.

Il se sent rejeté, désabusé, abattu et bientôt à bout de souffle ; son couple bat de l'aile, la séparation de biens est prononcée en février 1812. L'huissier venu saisir le mobilier du domaine de Baslieux près de Reims, (Rougeville ayant des dettes conséquentes, malgré la vente de son château d'Immercourt et du presbytère de Saint Laurent en 1806) ne trouve plus rien ! Rougeville est introuvable.

Dans l'un de ses derniers domaines en Artois, alors qu'il veut cultiver la betterave sucrière, il lui faut la licence d'exploitation qui est encore refusée : le rapport de police arrivant au ministère des manufactures et du commerce mentionne « le nommé Gonsse de Rougeville est détenu dans les prisons de Paris pour crime de faux ». En 1814, Rougeville est aux abois. Il se bat avec les partisans de Louis XVIII, comme éclaireur des troupes cosaques venues au secours du roi mais se trouve face à son frère Albert capitaine de cavalerie de l'Empereur, lorsque les deux partis installent leur camp autour de Reims. Malheureusement, un de ses courriers est intercepté en mars. Son arrestation est ordonnée sur le champ le 10 mars, il ne peut se dérober. Emprisonné à midi, il passe en conseil de guerre et la commission militaire le condamne à mort à 15 heures. Il lui reste une heure pour se préparer à mourir.

La mort du héros

Le cortège emportant le prisonnier traverse tout le village, jusqu'au cimetière, entouré de gens hostiles ou d'anciens officiers qui se taisent. Rougeville marche droit ; à 17 heures, il est placé contre le mur, refuse le bandeau sur les yeux, met genou à terre ; treize grenadiers tirent et deux soldats l'achèvent avec deux balles.

Transporté dans la chapelle à l'entrée du cimetière en attendant le jour, le fossoyeur le découvre tout nu : les soldats l'ont dépouillé de sa belle casaque jaune, de ses bottes hongroises dont les glands avaient des fils dorés. Il est inhumé sans cérémonie, dans une tombe familiale, par une personne charitable, alors qu'il aurait dû être mis dans la fosse commune. Son décès n'est enregistré que le 17 mars 1814, avec mention « espion fusillé » dans la marge de l'acte. Il lui avait manqué juste quelques heures : le 12 mars à 3 heures du matin, les cosaques et les soldats russes prenaient la ville. Le 31 mars, Napoléon abdique et Louis XVIII arrive à Compiègne.

La marquise de Rougeville ne renia jamais son époux. Louis Alexandre étudiant en droit, meurt à 19 ans en 1827. Charles François « romantique, homme de salon, coquet, et cultivé » épouse en 1836 une jeune femme de haute naissance ; mais en mars 1845, il s'éprend d'une dame russe et se suicide avec une balle dans la tête ; le 18 mars, il est inhumé au cimetière de Montparnasse, puis au Père Lachaise. Ce fut un dandy, un romantique.

Le roman

Lorsque Charles François fut en terre, naissait le roman d'Alexandre Dumas « le chevalier de Maison Rouge », intitulé au départ « le chevalier de Rougeville ». Alexandre Dumas explique avoir reçu une lettre signée Marquis de Rougeville, écrite par Charles, comportant une partie des Mémoires de son père, portant le titre « mes quarante mille heures d'agonie ». Par respect pour Charles (qui n'était pas encore mort), Dumas change le titre de son roman pour « le chevalier de Maison Rouge ». Auguste Maquet se chargeant de rechercher les éléments historiques, les noms, les lieux et les faits, Dumais écrit et met en forme. Et deux mois après la mort de Charles, paraissait dans un journal en mai 1845, le premier chapitre du « chevalier de Maison Rouge ».